



La puissance militaire
russe à l'épreuve de la
guerre en Ukraine

Situation, propagande et réalité

Jean-Sylvestre
Mongrenier

Note d'actualité 80
Mai 2022





Nous vivons la fin d'un monde. En envahissant l'Ukraine, la Russie de Vladimir Poutine ferme le ban. Inaugurée par l'effondrement de l'Union soviétique, l'époque défunte fut celle de la « fin de l'histoire » et de la « mondialisation heureuse ». De fait, cette période fut heureuse, sans qu'on le réalise toujours (« Le bonheur, dit-on, c'est ce qu'on perd »). En cette époque où l'on ne se voulait plus d'ennemi – les groupes islamo-terroristes n'étaient pas jugés dignes de cette appellation –, on crut que les arbres monteraient jusqu'au ciel. La désillusion est brutale ? Il fallait scruter l'horizon du « désert des Tartares ». Tout comme la Chine populaire, la Russie préparait de longue main un programme géopolitique d'envergure. Et le retour du refoulé s'accomplit par la mise en œuvre d'un projet de puissance médité, agressif et hostile à l'Occident. Et la vision russe de la puissance (la *derjava*) est principalement militaro-guerrière. Pourtant, le cours pris par la guerre en Ukraine, depuis l'invasion « *full spectrum* » lancée par Vladimir Poutine, le 24 février 2022, a également surpris : la machine militaire russe montre ses limites et la possible victoire de l'armée ukrainienne ne semble plus un espoir politico-stratégique infondé. Rapidement, un front diplomatique occidental a pris forme, la zone euro-atlantique et le théâtre méditerranéen prenant l'allure d'un « grand arrière ». Bref, l'Ukraine n'est pas seule. En vérité, l'issue de cette guerre demeure incertaine, et la partie géopolitique est bien plus large. Aussi la situation doit-elle être scrutée et envisagée sous différents angles, selon différents ordres de grandeur.

L'image que nous avons de l'armée russe avant la guerre en Ukraine

Usage de la force armée et propagande russe • La propension de Vladimir Poutine à mettre en œuvre la force armée a précédé l'effort de propagande sur le plan international. Souvenons-nous de la seconde guerre de Tchétchénie (1999-2009), déclenchée au moment où le futur président de la Russie est mis sur orbite, pour succéder à Boris Eltsine. Au-delà de l'objectif d'anéantissement de toute velléité d'indépendance de la Tchétchénie, il s'agissait de démontrer à l'opinion publique russe que Vladimir Poutine était un homme fort, un représentant de ces *siloviki* (les dirigeants issus des « structures de force », c'est-à-dire services de renseignement et armée), appelés à prendre en main la Russie et rétablir ses positions dans l'espace post-soviétique. En vérité, l'armée russe a alors exposé ses nombreuses faiblesses ; c'est le déchaînement d'une violence indiscriminée (on pense notamment au sort de Grozny) puis l'institution d'un régime de terreur, en partie sous-traité au clan tchétchène des Kadyrov, qui ont permis de l'emporter dans cet « étranger intérieur » de la Russie. Par la suite, la démonstration militaire russe d'août 2008, sur le théâtre géorgien, n'a pas été non plus très probante, l'effet de masse compensant toutefois les problèmes qualitatifs rencontrés par l'armée russe (communications et logistique notamment). C'est après cette guerre qu'une grande entreprise de modernisation militaire est conduite, mise en exergue ultérieurement par la propagande. En 2014, le choix de mener une « guerre hybride » en Ukraine (Crimée et Donbass) exclut un effort de propagande louant la force des armes et l'excellence des équipements russes.

En revanche, l'engagement militaire en Syrie, l'année suivante, s'accompagne d'un vaste effort de propagande. Bien que politiquement limité au sauvetage du régime Assad, garant des « actifs » stratégiques russes (les bases de Tartous et Hmeimin), et géographiquement limité à la « Syrie utile » (le réduit alaouite et les côtes syriennes du Levant), cette campagne est censée avoir prouvé l'excellence militaire russe. S'y est ensuite ajoutée la thématique des « armes nouvelles », notamment les missiles hypersoniques. Remémorens-

nous le « *show* » de Vladimir Poutine, transformé en VRP du complexe-militaro-industriel russe, le 1^{er} mars 2018 : la mise en scène et la théâtralisation d'une violence hyperbolique, sur un mode virtuel. Par ailleurs, cette violence est omniprésente sur les écrans de téléviseurs russes, avec la menace maintes fois réitérée de vitrifier les capitales occidentales. Ce fut notamment le cas lors du dernier essai balistique intercontinental russe par exemple (le missile Sarmat ou « Satan II », tiré le 20 avril dernier). Cette mise en scène d'une violence hyperbolique, virtuelle, n'est pas sans évoquer une forme de pornographie. Depuis, l'armée russe a procédé à des simulations de tirs nucléaires en Baltique, depuis l'enclave de Kaliningrad, c'est-à-dire l'ancienne Königsberg (dépêche AFP, 5 mai 2022).

Le tournant de la guerre en Syrie et les perceptions extérieures de la propagande militaire russe • De fait, l'engagement en Syrie a donné à l'armée russe une image d'efficacité. Pourtant, l'effort relevait plus de la projection de puissance (avec de nombreux bombardements) que de la projection de forces : le corps expéditionnaire russe était réduit et son avantage comparatif reposait sur l'aviation et l'artillerie *lato sensu* (bombes, roquettes, missiles de croisière Kalibr, etc.). Pour l'essentiel, les Gardiens de la Révolution islamique, iraniens donc, les milices panchiites expédiées par Téhéran et l'armée demeurée fidèle à Bachar el-Assad fournissaient les fantassins. Sur le plan géostratégique, le théâtre des opérations était limité : la « Syrie utile » (le réduit alaouite et les côtes syriennes du Levant).

Avec le recul, c'est l'esprit de décision de Vladimir Poutine, sa détermination et son audace tactique qui auront surtout marqué les esprits, et ce alors que les Occidentaux se perdaient dans les attermoissements, le refus d'instaurer une zone de sécurité en avant des frontières turques, sans parler d'une zone d'interdiction aérienne au-dessus de la Syrie. Puis le président américain Barack Obama renonça à faire respecter sa « ligne rouge » sur l'usage de l'arme chimique (août-septembre 2013). Six mois plus tard, convaincu de la décadence américaine, Vladimir Poutine passait à l'action en Ukraine. En somme, la Russie est surtout forte de nos doutes et de nos faiblesses. D'une certaine retenue aussi, celle-ci s'expliquant par les désillusions de la « guerre contre le terrorisme » et la conviction que les rivalités de puissance sont principalement technologiques et géoéconomiques.

De la force armée comme levier diplomatique • L'intervention militaire en Syrie a étayé la diplomatie russe au Moyen-Orient, Vladimir Poutine se posant en homme fort, résolu, qui ne lâche pas ses clients et alliés locaux, avec lequel il était possible de passer de solides accords politico-diplomatiques (le thème du lâchage américain de Moubarak en Égypte est martelé par la propagande russe). En dépit du soutien apporté à Damas, le maître du Kremlin a renforcé son pouvoir d'attraction jusque dans les monarchies sunnites du golfe Arabo-Persique, bien que certaines (Arabie saoudite et Émirats arabes unis) soient engagées en faveur du camp adverse. En revanche, les contrats d'armement n'ont pas toujours suivi cet effort diplomatique et militaire russe. À souligner toutefois la percée en Afrique : la Russie a mis en place des partenariats militaro-industriels avec la moitié des États africains et elle est désormais le principal vendeur d'armes sur ce continent. Bref, l'image de la puissance militaire et les contrats militaro-industriels sont d'importants vecteurs de la politique étrangère russe, en sus des contrats énergétiques et miniers. Notons que Moscou en tire aujourd'hui des bénéfices diplomatiques, jusqu'au sein de l'Assemblée générale de l'ONU : le 2 mars dernier, une bonne part des États africains n'a pas condamné l'agression russe sur l'Ukraine (17 abstentions et huit absences de participation au vote, sur un total de 54 États africains), nombre d'entre eux refusant également, le 7 avril, de suspendre la participation de la Russie au Conseil des droits de l'Homme (93 voix favorables, 24 voix contre et 5 abstentions).

Et la carte des États qui ont mis en œuvre des sanctions économiques et commerciales ne dépasse guère les limites de l'Occident au sens large du terme : le G7, les États membres de l'Union européenne et de l'OTAN, les principaux alliés des États-Unis en Extrême-Orient. Manquent à l'appel des pays clefs du Moyen-Orient, dans le Golfe notamment, pourtant liés de longue date aux États-Unis, au Royaume-Uni et à la France : compteraient-ils à l'avenir sur la protection militaire russe ? Le cours des événements en Ukraine devrait les



faire réfléchir. Sur la protection militaire de la Chine populaire ? Cette dernière est focalisée sur les leçons à tirer de la guerre en cours, dans la perspective ou non d'une action de vive force contre Taïwan. Et l'utilitarisme chinois dans la considération de ses intérêts au Moyen-Orient, ne sera pas contrebalancé par le biblisme et l'orientalisme qui, *volens nolens*, influencent les politiques occidentales. Toujours est-il que les soutiens diplomatiques à l'Ukraine et aux positions occidentales, de l'Afrique à l'Asie et jusqu'en Amérique latine, sont plus limités que les votes de l'Assemblée générale de l'ONU ne le laissent penser. Il est vrai que la carte des démocraties libérales est elle-même géographiquement réduite. Conservons donc à l'esprit cette réalité forte : l'anti-occidentalisme catalyse des forces hostiles sur lesquelles Moscou joue et jouera. Il s'agit là d'une donnée structurelle. En vérité, qu'est donc la revendication multipolaire sinon une polémique anti-occidentale ?

De l'armée soviétique à l'armée russe : progrès et regrets • De fait, l'idée d'une puissance militaire russe renouvelée est fort éloignée de l'image produite dans les années qui suivirent la dislocation de l'URSS : une « armée en haillons » qui, après s'être retirée d'Afghanistan, devait évacuer le territoire des anciens membres du Pacte de Varsovie, sans que la mère patrie puisse dignement loger et rémunérer ces soldats (1). Quand bien même la Guerre Froide s'était-elle terminée par la « victoire froide » de l'Ouest, sans tambours ni trompettes, cette armée avait bel et bien l'allure d'une armée vaincue. Et la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) mit rapidement en exergue les lacunes et les limites de l'armée russe. *In fine*, lors de la deuxième guerre de Tchétchénie, ouverte en 1999 dans ces conditions suspectes, c'est la puissance de feu russe qui l'a emporté, non pas l'art de la guerre : l'armée russe est comparable à une super-artillerie, comme l'était auparavant l'armée soviétique qui, lors de l'opération Bagration (1944-1945), mena à terme la conquête de l'Europe centrale et orientale et ce jusqu'à Berlin (« nous pouvons encore le faire », aiment à dire de nombreux Russes). Mis en perspective, le bombardement indiscriminé des villes ukrainiennes dans la présente guerre n'a décidément rien de nouveau. Sur une échelle de temps plus réduite, le sort de Grozny puis d'Alep préfigurait celui de Marioupol. Autres éléments de continuité de l'URSS à la Russie post-soviétique : la violence indiscriminée et le pillage. On découvre désormais que l'armée russe a saisi d'importantes quantités de blé en Ukraine et les a évacuées vers la Russie (des centaines de milliers de tonnes « transportées hors des régions de Zaporijia, de Kherson, de Donetsk et de Luhansk », a affirmé Taras Vysotsky, ministre ukrainien de l'agriculture, le 30 avril 2022). On sait par ailleurs que l'Ukraine et la Russie sont de grands exportateurs de blés vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient : la guerre et le blocus naval mis en place par la flotte russe auront d'importantes conséquences pour la sécurité alimentaires dans la « plus grande Méditerranée » et au-delà (2).

Sur la modernisation et les réformes structurelles de l'armée russe • Si les niveaux élevés des cours du pétrole dans les années 2000 ont assez rapidement permis à l'État russe de réinvestir dans la « chose militaire », c'est après la guerre des Cinq Jours qu'un grand effort de modernisation a été lancé. De fait, si la guerre contre la Géorgie (août 2008) est rapidement victorieuse, le détail des opérations expose points faibles et dysfonctionnements : la vétusté du matériel, la faiblesse des systèmes de communication et des moyens satellitaires. L'armée géorgienne ne cède que sous le nombre. À la suite de cette guerre, une réforme est conduite par Anatoli Serdioukov, ministre de la Défense (2008-2012), et son successeur Sergueï Choïgou, toujours en place. Le budget militaire est porté à 3 ou 4 % du PIB (selon les années), ce qui représente un montant d'environ 60 milliards de dollars par an. Encore faut-il raisonner en parité de pouvoir d'achat : la fourchette des dépenses annuelles ainsi calculées évolue entre 150 et 180 milliards de dollars, ce qui est considérable (sans compter ce qui est hors budget militaire). Couvrant la période 2011-2020, un grand plan de réarmement prévoit un budget de 600 milliards de dollars.

(1) Laure Mandeville, *L'armée russe : la puissance en haillons*, Éditions n°1, 1994.

(2) « Conflit en Ukraine : dynamique céréalières et tensions sécuritaires », CESM, Brèves Marines, N°256, [disponible ici](#).

L'objectif affiché par le pouvoir est de disposer d'une armée largement professionnalisée, flexible et opérationnelle, rééquipée en matériels neufs. Nonobstant les problèmes de recrutement (le service militaire est maintenu mais ramené à un an), les retards dans les programmes d'armement, les effets de l'inflation et ceux des sanctions occidentales sur les transferts de technologies (à partir de 2014), la réforme Serdioukov et la modernisation de l'armée ont partiellement porté leurs fruits. Enfin, une réforme structurelle de mise en œuvre ! Deuxième au monde par ses effectifs (2,9 millions), l'armée russe compte près d'un million d'hommes en uniforme, dont 80 % de professionnels. Les forces spéciales, les troupes parachutistes et l'infanterie de marine le sont en quasi-totalité : ce sont des unités de projection utilisées dans les interventions extérieures. Bon an, mal an, l'objectif d'une armée équipée à 70 % de matériels neufs est atteint.

Malgré un recul budgétaire conjoncturel (pandémie, chute des cours du pétrole l'an passé et récession), l'effort militaire russe s'inscrit dans la durée : le plan de modernisation 2018-2027 mobilise des montants comparables à ceux du précédent. La Russie se pose en deuxième puissance militaire mondiale et Vladimir Poutine compte sur son armée et l'audace tactique dont il fait preuve pour rééquilibrer en partie les rapports de force à l'intérieur de l'alliance sino-russe. De fait, l'APL (Armée populaire de libération) compte sur les manœuvres bilatérales et les exercices multilatéraux menés dans le cadre de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) pour bénéficier de transferts de compétences. Rappelons que l'APL n'a pas combattu depuis 1979, et l'opération alors menée contre le Vietnam n'avait pas convaincu les experts et observateurs militaires.

Une modernisation partielle et superficielle ? • Cette modernisation a en partie porté ses fruits mais le processus est demeuré superficiel. Une telle entreprise demande du temps et des moyens, et c'est là que le bât blesse. La Russie-Eurasie de Vladimir Poutine est une « *puissance pauvre* » (Georges Sokoloff), tout comme la Russie des tsars puis l'Empire rouge des Soviets, ce qui a conduit à des revers historiques (Sokoloff parlait d'« *empire vain* »). Les ambitions géopolitiques de cet « État perturbateur » (ou puissance révisionniste) – à savoir chambouler l'ordre international pour le redéfinir à son avantage – excèdent très largement son potentiel de puissance. Conscient de la chose, Vladimir Poutine cherche à compenser ce décalage par l'esprit de suite, l'audace tactique et une alliance avec la Chine populaire. On peut certes penser que le loup russe est sorti trop tôt du bois mais les dirigeants russes n'ont pas devant eux le large horizon qui est celui de leurs homologues chinois : le temps leur est compté, économiquement et démographiquement. Et la thèse du « réchauffement climatique heureux », supposé profiter aux régions de l'Arctique russe (20% du PIB de la Russie) ainsi qu'à la Route maritime du Nord, est éminemment discutable.

Dans sa décision de passer à un nouveau stade guerrier en Ukraine (rappelons que le conflit a commencé en février-mars 2014), Vladimir Poutine a pris en compte le fait que ce pays, loin de s'effondrer sur lui-même comme il le pensait antérieurement, ou d'être purement et simplement lâché par les Occidentaux et les institutions de Bretton-Woods, se consolidait et confirmait jour après jour son retournement géopolitique. Le volonté de Joe Biden de trouver un terrain d'entente minimal avec la Russie, lors du sommet de Genève (16 juin 2021), la levée des sanctions américaines concernant le *Nord Stream 2*, puis le spectacle de la débâche américaine en Afghanistan (août 2021), ont probablement renforcé les convictions profondes de Vladimir Poutine sur le déclin de l'Occident : l'hégémonie américaine aurait vécu et sa disparition devrait être sanctionnée par la dispersion géopolitique de l'Europe, à brève échéance découplée sur le plan géostratégique de l'Amérique du Nord (une OTAN privée de substance), dès lors divisée et potentiellement « finlandisée ». Bref, le président russe a pensé qu'il y avait une fenêtre d'opportunité. Toujours est-il que le coup est parti avant que la modernisation de l'armée russe ne soit menée de fond en comble. Indubitablement, le maître du Kremlin a commis une grave erreur stratégique et géopolitique.

N'en déduisons pas cependant que l'issue de la guerre est déjà jouée. A la « *long war* » contre le terrorisme, ouverte en 2001, succède une « *long war* » de la Russie-Eurasie : une nouvelle guerre froide contre l'Occident, mais « chaude » pour l'Ukraine (c'est une vraie guerre) et immédiatement menaçante pour les pays situés



dans le voisinage de cette puissance révisionniste, sur l'isthme Baltique-mer Noire, sans omettre la Finlande (plus de 1 300 kilomètres de frontières), amputée d'une partie de son territoire en 1940 (dont Vyborg, deuxième ville finlandaise à cette époque), la Géorgie, au fond de la mer Noire et précédemment amputée de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (août 2008), et le Grand Nord (la Norvège a également une frontière avec la Russie). Dans les cas de la Finlande et de la Suède, on sait que l'entrée dans l'OTAN est très sérieusement envisagée (d'où des pressions russes sur leur espace aérien). Il est bien temps ! Jusqu'à l'offensive russe du 24 février dernier, cette question n'était abordée que de biais, à travers le Partenariat pour la Paix de l'OTAN et des accords bilatéraux avec les États-Unis. Leur éventuelle entrée dans l'Alliance atlantique renforcerait à terme la défense et la sécurité des États baltes. Dans l'intervalle, beaucoup de choses peuvent encore se passer. L'extension du domaine de la lutte concerne également la Baltique.

Une modernisation obérée par le caractère structurel de la corruption • La corruption est inhérente au « système russe », un autoritarisme patrimonial (durci au fil des ans), pour reprendre les catégories quelque peu abstraites de la science politique, autoritarisme dans lequel la confusion des genres règne : ni véritable distinction entre public et privé, ni règles fermes et État de droit ; des rapports incestueux entre politique et économie ; l'arbitraire érigé en norme. Pour schématiser, les dirigeants de la Russie en sont également les propriétaires. L'erreur serait de croire que les maux qui en résultent, la corruption notamment, ne touche que la partie supérieure de l'édifice sociopolitique : ces maux se retrouvent à tous les niveaux, y compris dans l'armée, pourtant érigée en « *stratocratie* » (Cornelius Castoriadis) depuis l'époque de l'URSS brejnévienne ; une armée dépositaire des vertus supposées du soviétisme et du chauvinisme grand-russe. Indubitablement, cette corruption est structurelle.

En vérité, la corruption et le crime organisé étaient déjà très présents à l'époque soviétique, les « voleurs dans la loi » (les gangs mafieux) jouant le rôle d'intermédiaires entre les clans de nomenklaturistes qui administraient la propriété collective du « peuple soviétique » et s'en partageaient l'usufruit (l'économie soviétique était composée de différentes « satrapies », objets de rivalités entre clans). Après tout, le parti bolchévique ne s'est-il pas, dès le début, inspiré des modes d'organisation et des méthodes du monde du crime ? Pour mémoire, Staline, le « merveilleux Géorgien » de Lénine, était une sorte de bandit caucasien. Et Félix Dzerjinski (« Félix de fer »), fondateur de la Tcheka, a amplement recruté dans le monde des « voleurs dans la loi ».

Il reste qu'il est difficile de quantifier les effets de la corruption sur le système militaire : d'aucuns expliquent les échecs militaires russes, dans le nord de l'Ukraine, par les carences de la logistique et du ravitaillement, du fait des ventes clandestines d'essence et d'équipements au moment où cette armée était stationnée sur ses bases de départ, au Belarus notamment. La pratique est usuelle et elle assure aux soldats une « seconde solde ». Les soldats russes auraient aussi brûlé une partie des stocks pour se chauffer, tout simplement. Il est vrai qu'ils sont restés un long moment sur pied avant de passer à l'acte, sans que l'administration militaire ait toujours veillé à leur approvisionnement.

L'effet des sanctions internationales sur les réformes militaires russes • On sait qu'il est difficile de mesurer les effets des sanctions sur le comportement international de l'État ciblé, l'essentiel se jouant dans la durée : leur objectif est d'entamer le potentiel de puissance de l'État adverse. Dès 2014, divers trains de sanctions ont visé les transferts de technologies susceptibles de permettre à la Russie de combler une partie de l'écart techno-économique avec l'Occident. Les ventes d'armes sont alors concernées, notamment des composants et des pièces d'équipement. S'il est regrettable d'apprendre aujourd'hui que les contrats passés avant 2014 ont continué de courir, des pays comme la France, l'Allemagne et l'Italie fournissant encore un certain nombre d'équipements et de composants, des produits importants pour le complexe militaro-industriel russe, ces premières sanctions ont malgré tout gêné l'effort de modernisation. Mais il aurait fallu aller plus loin.

Depuis l'offensive russe lancée le 24 février dernier, les sanctions internationales ont été démultipliées : moins médiatisée qu'un possible embargo pétro-gazier européen (1) (Moscou prendra peut-être l'initiative avant que les Européens aient forgé un consensus sur cette mesure !), la question des semi-conducteurs – leur production en Occident et l'interdiction de leur exportation vers la Russie –, est décisive pour l'avenir. Elle a surgi lors des tensions sino-occidentales des dernières années, la Chine populaire souffrant d'un retard certain en ce domaine. Bien entendu, c'est plus vrai encore pour la Russie. L'heure de la déconnexion technologique et économique semble avoir sonné. Fin de la mondialisation ? Nenni. Fin des espoirs investis dans les effets supposés pacifiques de la mondialisation technico-économique. En revanche, la mondialisation géostratégique a un bel avenir devant elle !

En fait, les États-Unis, l'Union européenne et les pays de l'OTAN devraient travailler à la reconstitution d'un « Cocom », adapté aux enjeux technico-militaires de notre temps (le *Coordinating Committee for Multilateral Export Controls* fut fondé en 1949). La question a été précédemment abordée dans le domaine des relations entre l'Occident et la Chine populaire : elle a débouché sur l'institution d'un Conseil du commerce et des technologies (CCT) entre l'Union européenne et les États-Unis, lors du sommet euro-atlantique de Bruxelles du 15 juin 2021 (la veille du sommet Biden-Poutine, organisé à Genève). Le CCT servira de « forum aux États-Unis et à l'Union européenne pour coordonner leurs approches concernant les principales questions mondiales en matière de commerce, d'économie et de technologie et pour approfondir les relations commerciales et économiques transatlantiques fondées sur des valeurs démocratiques communes » (2).

La guerre ouverte en Ukraine comme rupture avec les « guerres hybrides » • Cette guerre marque un tournant : les débats des dernières années sur la « guerre hybride » (appellation moderne des guerres irrégulières et « couvertes » d'autrefois) sont derrière nous, quand bien même faut-il toujours contrer ce type de conflit sur les frontières de l'OTAN et de l'Union européenne. Nous vivons le retour de ce que l'on appelle en Occident les « guerres de haute intensité » : de grandes guerres interétatiques, sur fond de rivalités de puissance et de luttes hégémoniques. C'est bien une rupture avec les guerres asymétriques et la lutte contre le terrorisme qui, vingt ans durant, ont absorbé les États-Unis et leurs alliés occidentaux (la « *long war* » ouverte le 11 septembre 2001). Durant cet après-Guerre Froide, les Occidentaux n'étaient pas confrontés à un grand rival géostratégique mais à des « acteurs anormaux et exotiques » (groupes terroristes et technoguérillas partisans, du type « Hezbollah »). Les problèmes stratégiques et géopolitiques étaient autres, et les armées des États les plus allants ont été réorganisées sur un modèle expéditionnaire. Désormais, il faut se préparer à de grands affrontements classiques, y compris dans le domaine aéronaval.

Au demeurant, le retour des rivalités de puissance et la possibilité de « guerres de haute intensité » étaient anticipés depuis plusieurs années mais le *tempo* stratégique s'est accéléré. Il fallait trancher des « nœuds gordiens », en Afghanistan et au Sahel par exemple, pour se recentrer sur ces menaces étatiques. Avec le recul de ces dernières semaines, le retrait des États-Unis et de l'OTAN depuis le théâtre afghan prend une autre dimension. Les images de la guerre en Ukraine ont effacé de nos souvenirs et représentations celles de l'évacuation aux allures de débâcle d'août 2021. Deux vastes théâtres géopolitiques s'imposent à l'esprit : l'Europe et son *hinterland* eurasiatique, avec la menace russe ; la zone Indo-Pacifique, avec la menace chinoise. De l'Ukraine au détroit de Taïwan, ces deux puissances révisionnistes, pressées d'en finir avec l'Occident, s'appuient réciproquement. Cette alliance de fait est comparable à un dos-à-dos.

(1) Le 4 mai dernier, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a présenté au Parlement européen un projet d'embargo sur le pétrole brut et les produits raffinés russes d'ici la fin de l'année. Géographiquement enclavées et sans accès à un pétrole importé depuis des sources d'approvisionnement outre-mer, la Hongrie et la Slovaquie bénéficieraient d'une dérogation plus ou moins longue. Ce sixième train de sanctions touche par ailleurs trois banques russes supplémentaires, déconnectées du réseau Swift, dont Sberbank (la plus grande banque russe), interdit aux sociétés de conseil de travailler avec des entreprises russes et allonge la liste des personnalités russes sanctionnées, dont Kirill, patriarche de Moscou.

(2) EU-US summit statement: "Towards a renewed Transatlantic partnership", Conseil européen, communiqué de presse, 15 juin 2021, [disponible ici](#).



A Washington, on semble avoir réalisé qu'il n'y a pas à choisir entre la communauté euro-atlantique et le « pivot asiatique » (le terme de « pivotement » serait plus juste). La vitalité du monde atlantique et la perpétuation du couplage géostratégique entre l'Europe et l'Amérique du Nord détermineront la « corrélation des forces » (pour parler comme les stratèges soviétiques) au plan mondial, et donc la capacité à faire front dans la zone Indo-Pacifique. C'est ce que les décideurs occidentaux font valoir à l'Inde, leur partenaire stratégique en Indo-Pacifique, qui demeure proche de la Russie : la situation en Europe aura des répercussions en Asie et dans la zone Indo-Pacifique (les 24 et 25 avril 2022, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, s'est rendue en Inde pour lancer avec Narendra Modi un nouveau « Conseil du Commerce et des Technologies »). Pour leur part, les alliés européens devront amplifier leur effort de réarmement et leur contribution à l'OTAN, et renforcer la coordination de leurs politiques chinoises à l'échelon transatlantique. L'enjeu n'est pas de penser l'Union européenne comme ensemble militairement autosuffisant, mais d'édifier un pilier européen au sein de la Communauté euro-atlantique.

Le théâtre ukrainien, révélateur des faiblesses russes

Un aperçu des lacunes militaires russes • Observateurs et analystes ont été marqués par le fait que les équipements de conception russo-soviétique, relativement anciens donc, ont été largement plus engagés sur le terrain que les équipements les plus récents – avions de nouvelle génération (Su-57), chars T-90, munitions guidées de précision, missiles hypervéloces et autres –, pourtant mis en valeur dans les défilés, les grands exercices militaires et la propagande russes. Cette armée modernisée ne serait-elle donc qu'un décor Potemkine ? Prudence. Ce primat de l'« ancien » peut s'expliquer par des arsenaux insuffisants, notamment en armes de précision (la guerre en Syrie a été très consommatrice) mais aussi par la volonté de conserver ses matériels de pointe pour les temps à venir.

De fait, la Russie dispose de larges stocks de l'époque soviétique. Dans la guerre en cours, ce n'est pas le matériel qui fait défaut à l'armée russe mais l'art de la manœuvre, sur un théâtre bien plus vaste que ceux des années précédentes, et l'effort logistique que cela implique : cette guerre marque un changement d'échelle par rapport aux engagements antérieurs en Tchétchénie, en Géorgie et en Syrie. Il est vrai par ailleurs que la Russie souffre d'un retard persistant en matière de drones. Or, du côté ukrainien, « les drones turcs ont fait merveille ». Enfin, la perspective d'un très vaste effort occidental afin de soutenir l'Ukraine, avant tout assumé et coordonné par les États-Unis, pourrait modifier la balance des forces (voir la réunion organisée sur la base de Ramstein, le 26 avril, et l'objectif annoncé par Biden d'une aide de 33 milliards de dollars, bientôt examinée par le Congrès américain).

Les armes hypersoniques, un écran qui occulte la réalité militaire russe • Les armes hypersoniques existent bien et la Russie semble disposer d'une certaine avance sur ce plan. Pourtant, ces armes ne sont pas encore matures et l'on débat de leur portée stratégique : il ne s'agit pas d'armes venant révolutionner l'art de la guerre sur le champ de bataille. On voit mal aussi ce qu'elles changent en matière de dissuasion nucléaire : les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) sont tout aussi capables de percer les défenses antimissiles, qui n'ont d'ailleurs pas été pensées et conçues pour intercepter une salve de missiles lourds. En revanche, les armes hypersoniques pourraient ouvrir la possibilité de frappes désarmantes à longue distance, ce qui constituerait un défi stratégique pour l'Europe et l'OTAN. Une nouvelle « bataille des euromissiles » se profilerait-elle à l'horizon ? En 1977, lors du déploiement des SS-20 soviétiques, le scénario d'une frappe stratégique sélective, suffisante pour désarmer l'Europe occidentale, sans pour autant vitrifier ses villes, laissait craindre un découplage géostratégique avec les États-Unis : ces derniers, redoutait-on, ne risqueraient pas la destruction de New-York, Washington et de leurs autres métropoles, dans un duel nucléaire

stratégique américano-soviétique, alors même que Paris, Londres et Bonn auraient été épargnées par les missiles soviétiques. A cette époque, les SS-20 et autres n'avaient pas la précision requise pour une frappe chirurgicale, mais c'est désormais le cas. La menace est très sérieuse (1).

Les faiblesses de l'outil militaire russe à l'épreuve de la guerre • Comme indiqué plus haut, l'art de la manœuvre à l'échelle d'un vaste théâtre, le système de commandement et de contrôle, et donc la coordination des forces, la logistique et le ravitaillement sont autant de domaines dans lesquels l'armée russe a exposé ses faiblesses et ses lacunes. Cela fait beaucoup et explique l'échec de la première phase de la guerre (perte de la « bataille de Kiev » et évacuation du nord de l'Ukraine). Aussi et surtout, le déficit en matière de renseignement politique et militaire est frappant : le Kremlin et l'état-major russe pensaient réellement pouvoir mener une « opération spéciale » qui décapiterait très vite l'État ukrainien, celui-ci devant ensuite s'effondrer comme un château de cartes. Sous cet angle, l'appellation d'« opération spéciale » ne relevait pas seulement de la propagande. Le Kremlin y voit une opération de « police » menée dans l'Eurasie post-soviétique, avec à l'esprit peut-être les interventions soviétiques à Berlin-Est et en RDA (1953), à Budapest (1956), à Prague (1968), voire à Kaboul (1979).

Dans l'esprit de Vladimir Poutine, le problème essentiel était donc l'occupation et le contrôle effectif des villes et du territoire ukrainiens, la « dénazification » (les purges et la prise en main idéologique) et le rattachement à la Russie, selon différentes modalités : annexion de certains territoires, mise à la découpe de l'Ukraine, constitution de « pseudo-États » locaux voués à la satellisation. D'où l'importance conférée à la Garde nationale, tout à la fois une gigantesque garde prétorienne et une force d'occupation, plus armée pour la répression et les purges (la « dénazification ») que le combat de haute intensité ou la contre-guérilla. Les camions et véhicules de cette Garde nationale ont encombré les routes du nord de l'Ukraine, alors que les contre-attaques ukrainiennes et la destruction de blindés russe avaient arrêté un long convoi de plusieurs dizaines de kilomètres, convoi très tôt paralysé et tronçonné en plusieurs segments.

Tout cela a donné une forte impression d'amateurisme. En l'occurrence, les facteurs politiques et les caractéristiques du système de pouvoir russe ont probablement plus joué encore que les facteurs militaires : « *le pouvoir corrompt, le pouvoir absolu corrompt absolument* » (Lord Acton). Il semble que les services de renseignement russes aient dit à leur maître ce que ce dernier voulait entendre. En d'autres termes, si le despotisme présente l'avantage d'unifier la prise de décision politique et de pouvoir agir rapidement en situation d'urgence, il a aussi ses inconvénients et n'est pas toujours synonyme d'efficacité. « *Honesty is the best policy* ». Depuis, des purges ont eu lieu et il se murmure qu'elles auraient aussi touché des chamanes ayant prédit à Vladimir Poutine un succès éclair.

Tout cela donne idée de ce qu'est la réalité du « système russe ». Pourtant, l'État russe a su préserver des zones de compétence, en matière de politique monétaire et de gestion des équilibres macro-économiques par exemple. Placée par le maître du Kremlin à la tête de la Banque centrale russe, Elvira Nabioullina a déjà prouvé ses compétences. Elle s'emploie à stabiliser le rouble, à éviter le défaut de paiement et à contourner les sanctions : le rouble est stabilisé mais le maintien des équilibres monétaires et financiers ne doit pas occulter l'importance de la récession économique. Encore une fois, ne sous-estimons pas le caractère global de la menace russe ainsi que la capacité de ce pays à durer et endurer. Les Russes sont habitués à vivre et évoluer dans ce qui a été appelé une « économie-cafard ».

(1) Jean-Sylvestre Mongrenier, *Les « armes nouvelles » russes : de la dissuasion à la coercition ?*, Desk Russie, 14 janvier 2022, [disponible ici](#).



Les groupements tactiques, le fer de lance de la nouvelle armée russe ? • Les groupements tactiques sont des bataillons d'environ 800 hommes qui mêlent blindés, artillerie et infanterie mécanisée (1). Cet échelon est supposé plus efficace que les régiments ou les divisions. Mais leur action a été handicapée par les problèmes et lacunes vus plus haut : manque de préparation de l'opération en général et surestimation de soi ; insuffisances de la logistique et du ravitaillement (un problème ancien) ; fragilité du système de commandement et de contrôle, déjà constatée en Géorgie, en 2008. Quant aux forces aériennes russes, elles n'ont pu conquérir en totalité la maîtrise de l'air, l'Ukraine conservant une partie non-négligeable de son aviation et, surtout, disposant d'importantes quantités de missiles antiaériens (en sus des missiles antichars), livrées par les États-Unis, le Royaume-Uni, la Pologne et les États baltes. On sait également l'importance des drones turcs, livrés avant l'offensive du 24 février et au cours de cette phase de la guerre. En matière de guerre électronique et de partage du renseignement, l'appui américain à l'Ukraine compte énormément.

Soit dit en passant, il est heureux que les États-Unis et quelques autres aient été autrement plus « pro-actifs » que la France et l'Allemagne, trop longtemps dans le déni et la complaisance pour le « président Poutine », qu'il ne faudrait surtout pas malmenager, même en paroles : pas d'escalade verbale, explique-t-on, alors que les civils meurent sous les bombes russes et qu'on exhume des charniers ! Cette complaisance franco-allemande, structurelle semble-t-il, devrait suffire à nous préserver des illusions d'une « Europe géopolitique » emmenée par le duo Paris-Berlin. Depuis, il est vrai que les deux capitales ont livré un certain nombre d'armements et d'équipement (missiles Milan et canons Caesar dans le cas de la France). À noter plus particulièrement la place et le rôle du porte-avions Charles-de-Gaulle et du groupe aéronaval français sur le théâtre méditerranéen, afin de contribuer à la protection des frontières orientales de l'OTAN (dispositif de vigilance avancée dans l'espace aérien de la Bulgarie et de la Roumanie ; surveillance de la mer Noire ; contribution à la mission Althea au-dessus de la Bosnie-Herzégovine).

Assurément, l'échelon transatlantique et occidental est autrement plus crucial et décisif, sur les plans géopolitique et stratégique, que l'échelon européen. Considérons simplement la difficulté des États européens à s'accorder sur la mise en place d'un embargo pétrolier, sans même parler du gaz. Qu'en serait-il de l'unité européenne sans la présence et l'action des États-Unis, en tant que « puissance européenne » ? Ce qui nous ramène à l'OTAN. Aussi faut-il accueillir avec la possible candidature de la Finlande et de la Suède, ce qui permettrait de renforcer la défense des États baltes et la paix en mer Baltique. Quant à la candidature de l'Ukraine à l'OTAN, il faudra y songer à nouveau (2).

Une armée à la peine • L'armée russe est à la peine, quand bien même la concentration de l'action et des feux sur le Donbass et Marioupol se déroule désormais plus près des bases et frontières de la Russie, ce qui devrait réduire les problèmes logistiques et de ravitaillement rencontrés précédemment, lors de la bataille de Kiev. Des difficultés antérieures, ne déduisons pas cependant que Vladimir Poutine est prêt à jeter le manche après la cognée. L'armée russe a bel et bien opéré des gains territoriaux et le Kremlin n'a pas renoncé à son objectif global : réduire l'Ukraine à néant, en tant qu'État national souverain. La conquête du Donbass, l'extension de la zone de domination militaire dans le Sud ukrainien et la pression de la « super-artillerie » de la marine russe sur Odessa concourent à cet objectif global ; si le torpillage du *Moskva* par des missiles ukrainiens a privé la flotte russe de la mer Noire de son navire-amiral, ladite flotte conserve les moyens de maintenir un blocus naval (une opération amphibie est désormais plus incertaine).

(1) L'armée russe compterait environ 120 groupements tactiques, entre les deux tiers et les trois quarts d'entre eux étant engagés en Ukraine. Une mobilisation générale, consécutive à une déclaration de guerre officielle, permettrait au Kremlin de mobiliser plus d'hommes pour conduire l'entreprise en cours.

(2) Jean-Sylvestre Mongrenier, « Le possible élargissement de l'OTAN à l'Ukraine doit être sérieusement considéré et discuté », *Le Monde*, 15 avril 2022, [disponible ici](#).

Plus à l'ouest se trouve la Moldavie dont une province sécessionniste, la Transnistrie, est déjà prise en main par des militaires russes et des supplétifs soviétoïdes locaux. Une manœuvre de déstabilisation serait amorcée (explosions des 25 et 26 avril 2022) ⁽¹⁾ ; commandant adjoint des forces du district militaire du Centre de la Russie, général Roustam Minnekaïev, a précédemment dépeint la population russophone de Moldavie comme victime d'« *oppression* » ce qui rappelle l'un des prétextes invoqués par Moscou pour intervenir en Ukraine et « *défendre* » les minorités russes et russophones. En ce cas, le statut de neutralité invoqué par Chisinau ne suffirait pas à dissuader la Russie. Selon certaines estimations, celle-ci pourrait compter, en Transnistrie, sur un réservoir de 30 000 hommes (troupes russes, troupes au service de Tiraspol et réserves locales), pour déstabiliser la Moldavie ou lancer une action par terre contre Odessa, le grand port ukrainien se trouvant à 40 kilomètres de la frontière. Par ailleurs, la dégradation de la situation en Moldavie générerait le redéploiement des flux céréaliers ukrainiens vers le Danube et le port de Constanta ⁽²⁾.

En d'autres termes, les buts dans la guerre (le « *Ziel* » de Clausewitz), moins ambitieux et mieux circonscrits, ne sauraient occulter les buts de guerre (le « *Zweck* ») et le dessein général de Vladimir Poutine : effacer l'Ukraine, sans existence et raison d'être à ses yeux, par la conquête territoriale et la domination directe ou indirecte de son territoire, ce qui ne pouvant être conquis par les armes devant être détruit, matériellement et économiquement. Déjà, l'Ukraine doit faire face à une récession de très grande ampleur (-45% selon les prévisions de la Banque mondiale), bien plus importante que celle de l'économie russe (-10 à -12% selon la même source). Il importe également de prendre en compte les effets de la guerre sur la population ukrainienne : au-delà des pertes humaines, des blessés et des mutilés, la fuite et le déplacement des populations, en Ukraine même et vers d'autres pays, constituent un remaniement démographique aux allures d'épuration ethnique. Dans les zones conquises, il sera plus aisé d'imposer la domination russe, avec réapparition de l'hymne soviétique, à peine modifié, et du drapeau rouge, frappé de la faucille et du marteau. C'est le retour de l'« *homme rouge* » (Svetlana Alexievitch), si tant est qu'il ait disparu : « *Back to the USSR* » !

La déroute de l'« opération spéciale » • Il s'agit bien d'une déroute de l'« opération spéciale » (le terme russe de *raspoutitsa* contient l'idée de déroute), telle qu'elle a été initialement pensée et conçue, à défaut d'avoir été véritablement planifiée (voir plus haut), mais perdre une bataille (la bataille de Kiev en l'occurrence) ne signifie pas perdre la guerre. Ne nous installons pas confortablement dans le temps de la finalité accomplie, celle d'une victoire de l'Ukraine et, par procuration, de l'Occident. Rien n'est définitivement joué et il faut soutenir l'Ukraine dans la perspective d'une longue guerre, avec des effets d'usure non seulement sur celle-ci ainsi que la Russie mais également sur la posture des pays occidentaux (le soutien à l'Ukraine était l'objet d'une réunion entre le secrétaire à la Défense américain et quarante alliés et partenaires des États-Unis, sur la base allemande de Ramstein, le 26 avril 2022).

Sous un certain angle, on peut considérer que le temps joue en faveur de la Russie, celle-ci disposant d'une supériorité globale sur l'Ukraine, démographiquement et économiquement. Et la population russe est habituée à vivre dans le cadre d'une « économie-cafard ». La prospérité n'a jamais concerné qu'une mince pellicule de la société russe, concentrée à Moscou et Saint-Pétersbourg. A bien des égards, les effets concrets et persistants du « matérialisme historique », mis en œuvre à l'époque soviétique, ont préparé les Russes à la présente conjoncture politique et économique. Mais le soutien massif et résolu des Occidentaux pourrait modifier les termes de l'équation stratégique. Aussi Vladimir Poutine et les siens renouent-ils avec la rhétorique de la troisième guerre mondiale et du passage au stade nucléaire.

⁽¹⁾ Jean-Sylvestre Mongrenier, « Après les explosions en Transnistrie, on peut légitimement craindre une extension de la guerre en Ukraine », Figaro Vox, 28 avril 2022, [disponible ici](#).

⁽²⁾ Jean-Sylvestre Mongrenier, *Protéger la Moldavie*, Desk Russie, 29 avril 2022, [disponible ici](#).



La dimension humaine de la guerre russe

Une armée mal préparée, mal coordonnée et sous-estimant la résistance des Ukrainiens • Au-delà des défauts inhérents au système politique russe, monocéphale et servile, il importe de prendre en compte l'ambiance dans laquelle évoluent Vladimir Poutine et les siens : une propagande nihiliste, omniprésente, qui fausse peut-être la perception nationale des réalités. Cela va bien plus loin que le « syndrome *X-Files* » (« La vérité est ailleurs ») : « tout vaut tout, rien ne vaut rien » et la vérité est nulle part. En quelque sorte, les dirigeants russes sont bien plus post-modernes qu'ils ne le pensent et leurs propagandistes jouent la carte du « nihilisme actif » contre le « nihilisme passif » qu'ils prêtent aux sociétés post-modernes occidentales. Mais il se peut qu'ils finissent par s'auto-intoxiquer. Dans le cas de l'Ukraine, niée en tant qu'État et nation, la chose est évidente. Cependant, la réalité du nationalisme ukrainien et sa vitalité peuvent également renforcer la détermination de Vladimir Poutine et de ses « intellectuels organiques » : la « dénazification », expliquent-ils, devra être étendue à une grande partie de la population ukrainienne. Ce discours entre résonance avec l'histoire tragique de l'Ukraine, notamment le « génocide-famine » (« *Holodomor* ») des années 1930. Quelque quatre millions d'Ukrainiens avaient alors péri. Et l'on s'étonne que le président ukrainien redoute un futur génocide ! Faudrait-il donc attendre qu'il se produise, afin que juristes et historiens aient le recul temporel nécessaire pour le qualifier comme tel ? Une suggestion : les instances officielles françaises et européennes ne pourraient-elle pas reconnaître explicitement le « génocide-famine » des années 1930, voulu et organisé par Staline et ses sbires ? Au sein du Conseil de l'Europe, dont la Russie est désormais écartée, cette reconnaissance n'avait pu être obtenue.

Désertions, abandon de véhicules, ignorance de la mission, mésusage des moyens de communication modernes • Ces faits sont attestés mais il ne faut certainement pas généraliser : l'armée russe n'est pas victime de désertions de masses. Là encore, gare à l'auto-contentement, avec pour substrat l'idée que le « problème » va se régler de lui-même, par l'effondrement du système militaire russe. Quant aux moyens de communication modernes, outre un problème structurel déjà constaté en Géorgie en 2008, problème que l'on pensait résolu, on peut y voir aussi un effet collatéral et inattendu de la contrepropagande ukrainienne qui, dans la bataille de l'information et la diplomatie publique, l'a emporté sur la propagande russe. En guise de réponse et de représailles, l'armée russe a frappé un certain nombre d'infrastructures de communication en Ukraine. Dès lors, ses propres moyens de communication étaient inopérants et il fallait utiliser des téléphones ordinaires, d'où la captation plus aisée par les services ukrainiens et occidentaux des appels entre officiers et militaires russes.

Comportements déviants, brutalités, crimes de guerre commis par des soldats russes : une dimension structurelle • Il est bien connu que l'armée russe est mal encadrée, les « anciens » tenant le rôle dévolu aux sous-officiers dans les armées occidentales. De longue date, ils pratiquent des sévices contre les « nouveaux » et les conscrits, et si ce problème a été abordé en Russie, il n'est toujours pas résolu. Les « nouveaux », après avoir eux-mêmes souffert de ce système, le reproduisent ensuite volontiers : dans ses travaux de sociologie historique, Norbert Elias a appelé l'attention sur la « violence des faibles ». Sévices, désordre et indiscipline de l'armée russe suffisent-ils à expliquer les crimes de guerre ? Le fait est que ces crimes sont en ligne avec le discours officiel qui démontise les Ukrainiens en les qualifiant de « nazis ». Massacres et assassinats de civils ligotés ne sont-ils pas la traduction concrète de cette « dénazification » ? Par ailleurs, le bombardement des populations et d'infrastructures civiles, par l'artillerie, l'aviation et le tir de missiles, ne peut s'expliquer par des facteurs individuels, ni des soldats livrés à eux-mêmes.

Quant aux crimes de guerre, le processus judiciaire international est en cours. La Cour Pénale Internationale (CPI) a toute compétence pour mener les investigations et elle ne reconnaît pas d'immunité pénale aux chefs d'État. Ainsi avons-nous le précédent d'Omar el-Béchir, ancien président du Soudan, poursuivi par la CPI (il a

été arrêté par les nouvelles autorités soudanaises mais n'a pas été livré à la CPI). Même s'il semble difficile de relier directement les actes commis sur le terrain à un ordre venu du sommet du pouvoir, sachons qu'un supérieur hiérarchique peut être jugé responsable des crimes commis par ses subordonnés, s'il s'abstient de les juger et de les punir. Or, Vladimir Poutine est allé jusqu'à féliciter et honorer l'unité soupçonnée d'avoir commis des crimes de guerre à Boutcha (la 64^e brigade de fusiliers motorisés), ainsi que son chef, le lieutenant-colonel Azatbek Omourbekov.

Dans le cas où un mandat d'arrêt international serait lancé contre Vladimir Poutine, cela limiterait les possibilités de ce dernier de voyager dans d'autres pays, du moins à l'extérieur de ce « Sud global » dont Moscou et Pékin entendent prendre la direction, selon la logique dite du « *Rest versus the West* ». Convenons du fait que ces perspectives judiciaires peuvent sembler abstraites mais il faut établir la matérialité des faits, plus exactement la réalité des crimes commis, et identifier coupables et responsables, serait-ce pour l'histoire et la mémoire. Aussi et surtout, il importe de faire droit à la vérité. D'autant plus que la question des « camps de filtration » et du sort d'une partie des civils ukrainiens, ceux qui ont été évacués vers la Russie et les « pseudo-Etats » de Louhansk et Donetsk, est aujourd'hui posée. Quels autres méfaits et exactions pourrions-nous découvrir prochainement?

Une armée professionnelle ? • Peut-être pas au sens qualitatif et laudatif du terme, mais l'armée russe est assez largement composée de soldats professionnels (voir plus haut). Par ailleurs, le déchaînement d'une violence hyperbolique et anémique, certes en rupture avec le droit de la guerre (voir notamment les conventions de Genève de 1949) et le discours occidental sur la « guerre propre » (au scalpel), peut avoir son efficacité. Le plus souvent, l'éthique et la technique divergent : c'est une vieille question philosophique, et même un sujet de bac. On répondra qu'à tout le moins, les Ukrainiens emporteront une victoire morale. La belle affaire ! C'est un discours hors-sol pour les belles âmes occidentales.

Le refus de Vladimir Poutine de faire appel aux conscrits • Des conscrits ont bien été engagés dans cette opération et les chefs de l'armée ont aussi eu recours à des subterfuges : faire signer à la va-vite un contrat qui transformait un conscrit en professionnel et ce avant de passer en armes la frontière (la pression du groupe fait qu'il est difficile de refuser). Pour autant, le Kremlin est soucieux de ne pas prendre à rebrousse-poil l'opinion publique russe et plus particulièrement les mères des soldats. A l'époque soviétique, celles-ci s'étaient mobilisées contre la guerre d'Afghanistan, très meurtrière. Vaille que vaille, elles étaient parvenues à faire entendre leurs voix. Ainsi redécouvre-t-on que les dictateurs et les systèmes autoritaires, nonobstant la « verticale de pouvoir », doivent également prendre en compte leur opinion publique. En dernière analyse, ce type de pouvoir repose sur une « servitude volontaire » et le consentement passif des sociétaires n'est jamais définitivement acquis.

Idéalement, la propagande occidentale devrait chercher à atteindre certains segments de l'opinion publique russe, mais la tâche n'est pas aisée. Le système politique médiatique est bien verrouillé et le Kremlin finit d'édifier une sorte de « grande muraille » pour mettre sous cloche les Russes. Souvenons-nous par ailleurs que les dissidents, à l'époque soviétique, étaient très minoritaires et mal considérés par la majeure partie de la population. Enfin, les Russes les plus ouverts à la modernité occidentale sont nombreux à quitter le pays, comprenant que la logique profonde du soviétisme allait submerger ce qui pouvait rester des libertés acquises à la fin des années 1980. D'aucuns parlent de dizaines de milliers de départs, voire plus (300 000 pour le haut de la fourchette, ce qui semble beaucoup), notamment vers la Turquie et la Géorgie.

Quant à l'appel officiel et assumé aux conscrits, ce qui ne peut être exclu, il faudrait que le pouvoir russe reconnaisse l'état de guerre et en appelle à la mobilisation générale. Certains analystes et observateurs n'excluent pas que Vladimir Poutine y soit contraint par l'état de la situation militaire et sa volonté, coûte que coûte, d'attendre ses buts de guerre et de faire entrer dans la réalité son grand projet géopolitique d'un « Monde russe » unifié. Peut-être aurons-nous des éléments de réponse le 9 mai, jour de célébration en Russie



de la victoire soviétique dans la Grande Guerre patriotique, transformée en « religion séculière » ces dernières années. Sur ce point, on ne rappelle pas suffisamment que c'est Hitler, avec l'opération Barbarossa (22 juin 1941), qui prit l'initiative de rompre le pacte germano-soviétique (23 août 1939) et le traité d'amitié germano-soviétique qui suivit (28 septembre 1939), non pas Staline. Aveuglé par l'idéologie marxiste-léniniste, Staline voyait en Hitler le pantin des capitalistes allemands. Ces derniers bénéficiant des largesses soviétiques (voir les abondantes livraisons de produits énergétiques et de matières premières, essentielles à l'économie de guerre allemande, pourquoi donc Hitler et ses « mandataires » auraient-ils voulu rompre l'amitié germano-soviétique ? Enfin, souvenons-nous que la France défaite, en juin 1940, Staline fit envoyer à Hitler un télégramme de félicitations.

Les réserves opérationnelles de l'armée russe • L'armée russe dispose bel et bien de réserves, tant en hommes qu'en matériel de guerre. Mais si le dispositif en place contre l'Ukraine, tel qu'il a été remanié après la « bataille de Kiev » et son échec, ne suffit pas, il lui faudra s'inscrire dans la perspective d'une longue guerre d'usure, ce qui lui donnerait le temps de mobiliser ses réserves de puissance. Cela passe également par l'approfondissement de son alliance fait avec la Chine populaire (voir la déclaration du 4 février 2022 sur l'« amitié sans limite » entre Pékin et Moscou) : d'une part, cette alliance permet de dégarnir le district militaire d'Extrême-Orient ; de l'autre, la Chine et l'Asie ouvrent des perspectives économiques et marchandes, susceptibles de contrebalancer la réduction des échanges avec l'Occident. Ces perspectives renvoient à l'anticipation sino-russe d'un monde post-occidental qui graviterait autour de la Chine et de l'Eurasie. Cette *imago* du monde futur doit être prise en compte par les politiques et les stratèges occidentaux : les représentations géopolitiques sont des grilles de lecture du monde et des matrices qui surdéterminent l'action diplomatico-stratégique des différents acteurs ; il s'agit de penser le monde pour y agir. Les dirigeants occidentaux ont péché par économisme, par réductionnisme économique, négligeant le discours public de Poutine, pourtant révélateur, sur le « monde russe ». « Les idées ont des conséquences », dit-on. D'une certaine manière, les dirigeants occidentaux ont cédé à une forme de marxisme, avec pour substrat le schéma infrastructure/superstructure : l'infrastructure (la base productive) serait le fondement ultime du réel, la superstructure (idées, religions, culture, institutions, etc.) n'en étant qu'un reflet. Cette même erreur a été commise dans le cas de la Chine populaire, le développement économique et l'émergence d'une classe moyenne étant supposés déterminer la libéralisation politique et l'insertion pacifique de cette puissance émergente dans l'ordre international libéral. Au contraire, la prospérité économique et l'auto-affirmation culturelle ont accru la volonté de puissance du parti-État chinois et encouragé l'expression de revendications impérialistes, dans les « méditerranées asiatiques » (mers de Chine du Sud et de l'Est), en Indo-Pacifique et dans le monde : « Mao + Mahan », dit-on. Le défi est donc aussi naval et maritime.

L'appel aux supplétifs de Wagner, aux mercenaires syriens et aux combattants tchétchènes : une mise à mal de l'image de grandeur militaire de la Russie ? • Les effectifs de ces unités parallèles ou de ces forces par procuration (les « *proxies* ») ne compenseront pas les pertes subies en Ukraine et celles à venir. Leur mobilisation a ses logiques propres : les modes opératoires des hommes de Wagner dans le cadre d'une guerre irrégulière (la « guerre hybride »), la supposée aptitude des contingents syriens à combattre en milieu urbain, ou encore la sauvagerie que l'on prête aux combattants tchétchènes, ce qui du reste n'est pas faux au regard des multiples exactions commises par les « *Kadyrovtsy* » (les supplétifs de Kadyrov, satrape de Tchétchénie). Dans le cadre de la grande guerre en cours sur le territoire ukrainien et au regard de l'intensité des combats, la valeur ajoutée de ces unités est sujette à caution. Les combattants ukrainiens ont établi leur réputation propre. Notons qu'à l'époque soviétique, une partie notable des cadres et officiers de l'armée étaient ukrainiens.

La mobilisation de ces supplétifs ne met pas à mal l'image de grandeur militaire de la Russie qui, assurément, souffre beaucoup plus des revers subis sur le théâtre ukrainien. En revanche, elle confère un caractère global à cette guerre dont on voit qu'elle dépasse les seuls enjeux de la sécurité et de l'intégrité territoriale de

l'Ukraine. A l'opposé de l'idée de la Russie comme « province européenne », injustement tenue à l'écart de l'Occident, la « Russie-Eurasie » se donne pour ce qu'elle est : un État eurasiatique qui se veut un « troisième monde », une sorte de synthèse-dépassement de l'Orient et de l'Occident.

Cette représentation de soi et du monde est fort éloignée de l'imaginaire saint-sulpicien relatif au martyr de Nicolas II et de la famille impériale (paix à leurs âmes !). En Occident, la propagande russe aura beaucoup joué sur ce romantisme de mauvais aloi, tout en renouant avec l'anti-occidentalisme du congrès de Bakou (septembre 1920), en Afrique et dans le « Sud global ». En Occident, les esprits conservateurs subjugués par les bulbes dorés des églises russes devraient prendre conscience de ces faits. La virulence de la propagande russe contre la présence française au Mali, comme dans une grande part de l'Afrique, devrait les y aider.

La politique militaire russe

Vladimir Poutine et le haut commandement face aux limites capacitaires et opérationnelles de l'armée : propagande, mensonges et dissonances cognitives

• Il appert que, dans un premier temps, les proches de Poutine ont tardé à lui communiquer les mauvaises nouvelles venues du front, plus exactement des multiples fronts ouverts en Ukraine. La redéfinition des buts poursuivis dans cette guerre, sans renoncer au dessein global, et le redéploiement des troupes au Donbass montrent que le « retour d'expérience » a produit ses effets. Un certain nombre de têtes sont tombées dans les « organes » (les services de renseignement) et chez les *siloviki*. Une telle purge confirme le diagnostic. Il se pourrait qu'elle ait été étendue aux milieux dirigeants économiques, plusieurs oligarques s'étant suicidés ces dernières semaines, après avoir massacré leur famille. Serait-ce le signe de craquements au sein de la classe dirigeante russe ? Pourtant, il faut à nouveau insister sur le fait que les difficultés présentes ne préjugent pas du futur. Le pouvoir russe s'inscrit dans la logique d'une longue et difficile guerre, et d'une entreprise géopolitique globale visant à restaurer la puissance et les positions de la Russie, en Eurasie post-soviétique (Ukraine comprise) et dans l'« étranger lointain » (Syrie et Bassin Levantin/théâtre méditerranéen, Afrique, Océan Indien, Extrême-Orient). On notera par exemple le net durcissement des relations avec le Japon, la fin des négociations sur les Kouriles (négociations illusoires, il est vrai) et le test en Extrême-Orient de missiles Kalibr. Pour Poutine, la guerre en Ukraine relève d'un conflit hégémonique bien plus large ; les synergies avec la Chine populaire sont censées lui permettre d'atteindre ses propres objectifs politico-militaires et, partant, de rééquilibrer les rapports sino-russes.

Des *siloviki* en phase avec les ambitions impérialistes et militaires de Vladimir Poutine

• Dans l'ensemble, le haut commandement semble en phase : l'idéologie de Vladimir Poutine, au sens de « vue-du-monde », est celle des *siloviki*, qui constituent la classe dirigeante de la Russie, *lato sensu*. Seule une large défaite militaire en Ukraine, ce qui constituerait un choc géopolitique majeur, pourrait provoquer des fissures et une remise en cause de l'actuel système de pouvoir, à tout le moins une modification profonde des orientations géopolitiques russes. Pour mémoire, ce fut le cas après la défaite de la guerre de Crimée (1853-1856) puis après la guerre russo-japonaise (1904-1905) : dans le premier cas, l'Empire russe reporta ses ambitions vers l'Est (Caucase, Turkestan, Extrême-Orient), jusqu'à devenir une sorte d'« Empire d'Orient » (le « siècle d'argent » russe est asiatique) ; dans le second cas, une fois l'expansionnisme russe en Extrême-Orient barré par l'Empire japonais, la Russie reporta ses ambitions sur les Balkans, renforçant ainsi les lignes dramaturgiques qui conduisirent à la Première Guerre mondiale.

Il faut en tout cas être attentif à l'éventuelle apparition de fissures dans le « système russe ». Il existe un courant « national-chauviniste » dont le caractère militaro-sécuritaire et la rhétorique xénophobe ne doivent pas occulter le caractère plus « raisonnable » sur le plan international. En quelque sorte, il s'agit d'un



nationalisme défensif plus qu'expansionniste, sensible non pas à la réputation internationale de la Russie mais à la préservation de son appareil de puissance. Dans les jours précédant l'offensive du 24 février dernier, un général russe qui jouit d'une réputation certaine dans les milieux militaires, Léonid Ivachov, avait mis en garde contre les risques d'une guerre d'envergure en Ukraine (voir sa lettre ouverte du 31 janvier 2022).

Certes, cela n'a pas modifié l'état d'esprit de Vladimir Poutine dont la décision était arrêtée de longue, mais à plus long terme ? En cas de défaite militaire flagrante ? La séance publique du Conseil de sécurité russe, le 21 février dernier, avant la reconnaissance officielle de l'indépendance des pseudo-États de Louhansk et de Donetsk, n'a-t-elle pas révélé quelques flottements jusque dans le premier cercle ? Pourtant, le débat militaire n'est pas publiquement ouvert. En vérité, il n'y a pas de débat dans cette « *société close* », au sens de Karl Popper. Ce n'est pas de cette manière que les événements se déroulent. Soyons plutôt attentifs aux remous à l'intérieur de la « politique du sérail », aux signes discrets qui pourraient annoncer une révolution de palais. Les récentes purges au sein de l'appareil sécuritaire et des oligarques ne s'expliquent peut-être pas uniquement par les revers militaires russes en Ukraine.

Le rapport aux pays occidentaux

La mise en scène d'une puissance militaire retrouvée et ses effets sur les pays occidentaux • Les dirigeants des pays occidentaux, plus précisément certains d'entre eux, ont surtout été dupes de leurs attentes et de leurs projections sur la « surface » russe. Tout à leur vision « *Whig* » de l'histoire universelle (l'Histoire comme progrès et flèche ascendante), ils ont tardé à réaliser que Vladimir Poutine était prêt à engager son pays dans l'aventurisme militaire, au service de guerres de conquête. Ce sont là des objectifs fort éloignés des conceptions occidentales. Tout au plus les dirigeants des démocraties libérales conçoivent-ils des opérations de police internationale, sans objectifs territoriaux. Et les rivalités géoéconomiques (maîtrise des technologies de pointe, parts de marché, investissements extérieurs, réserves de change, etc.) sont censées être l'expression la plus haute des logiques de conflit entre les nations et les grands ensembles économiques. En Occident, l'exhibition des moyens militaires russes était donc perçue comme une mise en scène, pour berner l'opinion publique russe d'une part (flatter le nationalisme afin de conserver le pouvoir), de l'autre pour améliorer les « termes de l'échange » entre la Russie et l'Occident, c'est-à-dire renforcer le pouvoir de négociation du Kremlin. Bref, un machiavélisme de bas étage. Trop longtemps, Vladimir Poutine n'a pas été suffisamment pris au sérieux. C'est ce que signifiait Barack Obama lorsqu'en 2014, il parlait de la Russie comme « *puissance régionale* » : il ne cherchait pas à humilier la Russie, comme les poutinophiles l'affirment, mais à rassurer ses alliés européens qu'il invitait à la « *patience stratégique* ». La Russie était perçue comme une nuisance plutôt qu'une puissance ; elle n'était pas du bon côté de l'Histoire...

Une aide militaire occidentale susceptible d'inverser le rapport de force en Ukraine et dans l'hinterland eurasiatique de l'Europe • Les États-Unis et le Royaume-Uni notamment communiquent nombre de chiffres sur leur aide. Dans le cas des premiers, budgets et moyens militaires concrets sont impressionnants et l'on sait que dans les jours précédant l'ouverture de l'opération spéciale, ils ont organisé un pont aérien afin de livrer des milliers de missiles antichars et anti-aériens (la formation de l'armée ukrainienne avait commencé antérieurement). Pour faire simple, les livraisons ont commencé avec des armes légères, dites « défensives ». Progressivement et malgré les menaces nucléaires de Vladimir Poutine (réitérées par Sergueï Lavrov le 25 avril), posé en arbitre des élégances et maître de la définition du statut de « cobelligérant », les Occidentaux se sont enhardis. Désormais, de l'armement lourd, des chars et des véhicules blindés, de l'artillerie sont livrés, afin que l'armée ukrainienne puisse absorber le choc au Donbass. Des S-300 sont venus renforcer la défense antiaérienne ukrainienne. La livraison de pièces de rechange pour l'aviation ukrainienne est également assurée et assumée. On attend encore la livraison d'avions... Un jour prochain, peut-être ?

Londres ne l'exclut pas (Elisabeth Truss, secrétaire au *Foreign Office*, le 28 avril, avant d'atténuer son propos). S'il faut rappeler un chiffre, c'est celui d'une future aide américaine de 33 milliards de dollars, dont 20 milliards pour le soutien militaire à l'Ukraine, qui s'impose à l'esprit (Joe Biden, le 28 avril 2022).

Cette aide est essentielle pour rééquilibrer, plus qu'inverser, le rapport des forces : elle conditionne la capacité de l'armée ukrainienne à tenir ses positions et ce dans la durée, voire à lancer des contre-offensives locales pour récupérer le territoire perdu. Aurait-on compris en Occident qu'il faudra que la Russie soit militairement défaite pour modifier le cours des événements ? A l'expérience de l'histoire immédiate, quinze années ou presque de complaisances, d'« accommodements » et de « reset » ont encouragé Vladimir Poutine à aller de l'avant. Heureusement, nous sortons du débat délétère sur la cobelligérance : aider un État membre de l'ONU à mettre en œuvre le principe de légitime défense est la base d'un véritable système de sécurité collective. Dans un tel système, la sécurité de chacun dépend de la bonne volonté de tous (exception faite de l'agresseur et de ses alliés).

L'arme nucléaire russe entre duperie, gesticulations et possibilité d'emploi • Le brandissement de la menace nucléaire n'est pas une duperie visant à masquer les insuffisances militaires russes. L'objectif est de tenir les Occidentaux à l'écart et de mettre l'Ukraine sous cloche pour pouvoir y mener son entreprise militaire, avec la plus grande liberté d'action concevable. Les spécialistes parlent de « sanctuarisation agressive » : l'arme nucléaire est utilisée comme instrument d'intimidation, voire de coercition, et non pas seulement pour garantir les intérêts vitaux de son pays, conformément à la logique de la dissuasion nucléaire. Le fait est que des SNLE russes (sous-marins nucléaires lanceurs d'engins) ont franchi le passage géostratégique GIUK (Groenland, Islande, Royaume-Uni), entre la mer du nord et l'Atlantique, pour se rapprocher de leurs cibles. Il existe un débat parmi les experts occidentaux sur le statut de l'arme nucléaire dans le dispositif militaire russe. La doctrine russe prévoit-elle ou non la possibilité d'une « désescalade par l'escalade », avec emploi d'armes nucléaires (tactiques ou autres) pour rétablir une situation militaire compromise ? Au vrai, les textes doctrinaux russes qui sont publiés disent-ils tout de la doctrine nucléaire ? Indépendamment des termes de ce débat, ne cédon pas au chantage et à l'intimidation. L'OTAN est une alliance nucléaire et il appartient à Poutine, plutôt que de pratiquer des gesticulations nucléaires, de prendre ses responsabilités (1). Ne doutons pas que Les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni se sont consultés et qu'ils ont rappelé au Kremlin qu'ils avaient les moyens d'exercer des représailles.

La grande manœuvre diplomatique russe et la neutralité ou l'indifférence de nombreux pays, à l'extérieur du monde occidental • La guerre n'est pas terminée et le champ de la partie géopolitique en cours est bien plus large que le théâtre ukrainien. Les votes au sein de l'ONU ont montré que la Russie n'était pas isolée sur le plan international. Et le seul fait que la Chine populaire soutienne la Russie, ou que l'Inde, rivale de la Chine, affiche une sorte de neutralité et augmente ses achats de pétrole russe (avec un rabais de 30%), est significatif : ces deux États-civilisations représentent le tiers de la population mondiale. Nous avons déjà évoqué le cas de nombreux pays africains, mais des monarchies sunnites du golfe Arabo-Persique, alliées des États-Unis et de l'Occident, ont aussi fait défaut. L'Occident est sur pied depuis cinq siècles et, à partir des Grandes Découvertes, cette forme de civilisation a progressivement arraisonné le monde. Au cours de cette longue histoire, les puissances occidentales ont eu l'occasion de se faire beaucoup d'ennemis. C'est la loi du genre. Au vrai, il n'y a pas de politique sans ennemi. Sur ce point, reportons-nous à l'œuvre de Julien Freund, théoricien de l'essence du politique (2).

(1) Arnaud Gonzague, « Le péril nucléaire nous menace-t-il vraiment ? », *L'Obs*, 19 mars 2022, [disponible ici](#).

(2) Julien Freund, *L'essence du politique*, Sirey, 1965. Signalons la réédition d'une série d'entretiens avec Charles Blanchet, in *L'aventure du politique*, Perspectives libres, 2022. Le théoricien du politique y aborde également les questions religieuses et métaphysiques. On y découvre un Julien Freund attentif lecteur des grands mystiques chrétiens.



Les États-Unis sont les héritiers des pouvoirs historiques de ce que Vladimir Poutine nomme l'« *Occident collectif* » et, à l'issue des deux guerres mondiales (une « *nouvelle guerre de Trente Ans* », selon Arnold Toynbee), ils ont donné à cette civilisation planétaire une forme stratégique et géopolitique. Si l'autoflagellation n'est pas de mise, comprenons bien que de nombreux pays, cultures et civilisations ont le sentiment d'avoir une revanche à prendre. La Russie poutinienne est tout à la fois le réceptacle et le catalyseur de ces passions et ressentiments. Bref, ses diplomates ont encore de la marge, à moins que la Russie ne subisse une défaite majeure, préalable à une rétraction géopolitique. En attendant, il faut prendre au sérieux le scénario du « *Rest versus West* », manœuvrer pour éviter la constitution d'un « front des émergents » tout en contrant les puissances révisionnistes ouvertement engagées dans une confrontation avec l'Occident.

Suite et conséquences de la guerre

Donbass et sud ukrainien : les grands axes de la deuxième phase de la guerre • De fait, l'effort est concentré sur la partie du Donbass demeurée ukrainienne, avec pour objectif premier la prise des territoires qui forment un saillant à l'intérieur de la zone sous contrôle russe : le verrou de Sloviansk et la ville de Kramatorsk sont bombardés et attaqués depuis Izyoum au nord (une ville située sur l'autoroute de Kharkiv, ville prise par les forces russes), Louhansk à l'est, Donetsk au sud. A l'extrême pointe sud du Donbass, la chute du site sidérurgique d'Azovstal, transformé en forteresse par les troupes ukrainiennes, permettrait de parfaire le contrôle de Marioupol, ville martyre et important port ukrainien en mer d'Azov. Cela libérerait de 10 000 à 12 000 soldats russes qui seraient alors engagés dans le nord-est du Donbass (des unités russes seraient déjà redéployées vers la ville de Popasna, dans la région de Louhansk). Plus à l'ouest, sur les rives ukrainiennes de la mer Noire, Moscou vise également la prise ou le contrôle indirect du sud de l'Ukraine, un temps oublié par les commentateurs et « redécouvert » par la grâce d'un général russe qui a explicité le projet géopolitique d'ensemble (voir plus haut, les propos du général Roustam Minnekaïev).

Quant au général Alexandre Dvornikov, placé à la tête des opérations russes, il a précédemment rempli ses fonctions en Syrie, avec les méthodes que l'on sait (le bombardement des infrastructures civiles, hôpitaux compris, et une impitoyable guerre de siège). Mais le théâtre était autrement plus réduit et, pour le combat urbain au sol, il s'appuyait sur les éléments fournis par le régime de Damas, Téhéran et les milices panchiites que les Gardiens de la Révolution encadraient. En Ukraine, c'est une autre guerre, sur d'autres ordres de grandeur. Il faut insister ici sur l'inclination de certaines chancelleries européennes à croire et espérer que le Donbass pourrait être passé par pertes et profits, Vladimir Poutine étant censé se satisfaire de ce territoire. Faut-il rappeler que l'Ukraine est un État de plein droit, aux frontières internationalement reconnues, y compris par la Russie (mémoire de Budapest, 1994 ; traité d'amitié russo-ukrainien, 1997) ? Que l'Acte final d'Helsinki (1975) et la Charte de la nouvelle Europe (1990) ont établi et reconnu le caractère inviolable des frontières étatiques ?

Il est d'ailleurs curieux que les plus prompts à imaginer le redécoupage de divers États, en fonction de critères ethno-linguistiques et historiques, ne se hasardent pas sur ce terrain lorsqu'il est question de la Russie. Rappelons la manière dont Anatole Leroy-Beaulieu, promoteur en France des études russes, résumait l'histoire longue de ce pays : « *La Russie est une colonie et, à vrai dire, toute son histoire n'est que l'histoire de sa colonisation* ». Dans cet esprit, quelques cas théoriques pourraient être envisagés : l'enclave de Kaliningrad (l'ex-Königsberg) n'aurait-elle pas vocation à devenir un quatrième État balte ? La ville de Novgorod ne pourrait-elle pas renouer avec son passé hanséatique et devenir à nouveau une république marchande autonome ? Pourrait-on imaginer que le Caucase du Nord, comparable à un « étranger intérieur », se transforme en une confédération indépendante ?

Dans la même veine, la République de Iakoutie, fort éloignée de Moscou et dotée d'immenses réserves de minerais, ne serait-elle pas le prototype d'un État sibérien viable et indépendant ? Et que dire de Vladivostok et de l'Extrême-Orient russe ? Leur maintien dans l'ensemble russe cadrerait-il donc avec la dissertation historisante de Poutine, publiée à l'été 2021, un texte centré sur la geste slave-orientale (sans trop s'attarder sur les Varègues, fondateurs de la *Rus'* de Kiev). Enfin, De Gaulle, lorsqu'il reprenait la formule de Tatitchév sur l'« *Europe de l'Atlantique à l'Oural* », ne considérait-il pas que seule une Russie délestée de la Sibérie orientale et de son Extrême-Orient, pourraient faire figure de province européenne ? Dans des conversations privées, mises à l'écrit et publiées par la suite, il s'était exprimé en ce sens. Soyons conscients qu'une telle complaisance envers ce type de jeux intellectuels, appliqués à l'Ukraine, à la Moldavie et à d'autres États centre-est européens, entérinerait le retour en Europe des guerres de conquête et du darwinisme géopolitique.

Toujours est-il que certains en Europe seraient prompts à proposer un énième « *reset* », expliquant qu'il faut ouvrir une porte de sortie à Vladimir Poutine, ne pas lui faire perdre la face, etc. Ils appellent cela le « réalisme », ce qui fait songer à ce que Bernanos, dans *Les grands cimetières sous la lune*, dit de cette disposition d'esprit. Aussi faut-il anticiper la possibilité d'une révolution de palais en Russie qui écarterait Vladimir Poutine et mettrait en avant un « pérestroïkiste » cherchant à convaincre l'Occident de sa volonté de mener des réformes, sans renoncer ni aux gains territoriaux enregistrés depuis 2008, aux dépens de la Géorgie et de l'Ukraine, ni aux enclaves passées précédemment sous contrôle russe, à l'instar de la Transnistrie (Moldavie). Dans une telle perspective, Il ne faudrait certainement pas se précipiter à Moscou en s'écriant : « Paix, paix, paix ! ».

D'ores et déjà, il importe de développer une vision à long terme de la Russie et des transformations que ce pays devrait mener pour, un jour, être en mesure d'intégrer la communauté des libres nations. Le préalable serait d'évacuer la totalité des territoires conquis par les armes, à l'extérieur des frontières internationalement reconnues de la Russie. Il faudrait ensuite une réforme politique de fond qui marque une rupture avec le schéma monocratique. Cela induirait une authentique fédéralisation de cet État-continent, quasiment aussi vaste que le Canada et les États-Unis pris ensemble.

Du 9 mai comme date butoir : Vladimir Poutine pourra-t-il annoncer une victoire ? • Malgré la résistance des soldats ukrainiens retranchés dans le complexe sidérurgique *Azovstal*, Vladimir Poutine a déjà annoncé la chute de Marioupol et il pourra arguer d'un certain nombre de gains territoriaux : les deux tiers du Donbass sont désormais sous contrôle russe (un tiers avant cette offensive), ainsi que les territoires au nord de la Crimée et une partie du sud ukrainien. Ce n'est pas négligeable. Ne pensons pas que le maître du Kremlin ne voudrait qu'exhiber un trophée, afin de ne pas perdre la face, pour chercher ensuite une porte de sortie. Il croit à ce qu'il dit et s'est engagé dans ce qu'il considère être une « guerre de civilisation » contre l'Occident. Qui plus est, Vladimir Poutine est persuadé que son combat s'inscrit dans un contexte plus large, celui d'une rupture générale d'équilibre, d'un basculement du monde vers l'Asie dont la « Russie-Eurasie », alliée à la Chine populaire, participe.

En d'autres termes, le maître du Kremlin pense bénéficier de facteurs profonds et de vents favorables, ce que les Chinois appellent le « *Ki* » (le « *tchi* »), une sorte d'énergie vitale qui traverserait l'univers et, à certaines époques, porterait vers le haut un État ou une civilisation. Tout ne s'arrêtera donc pas à la date du 9 mai prochain, avec une hypothétique conquête de l'ensemble du Donbass. Après la « petite Russie » (le Donbass), il y aura la « Nouvelle Russie » (le sud de l'Ukraine) et Odessa. Au-delà, la Transnistrie, un pied-à-terre russe en Moldavie, ce qui rapprocherait la menace des frontières orientales de l'OTAN et de l'Europe.

Coupée de l'accès à la mer Noire et au Bassin pontico-méditerranéen, et donc écartée de l'Océan mondial, l'Ukraine occidentale serait une entité géographiquement enclavée, un « angle-mort » transformé en zone-tampon, dans laquelle une semi-guerre permanente serait menée. C'est ainsi qu'on peut penser que Vladimir Poutine et les siens voient la chose. Cessons-donc de nous interroger doctement sur leurs buts de guerre et



leur vision du monde et de redécouvrir avec étonnement la vérité, sitôt qu'un général ou un officiel russe révèle par bribes ce projet. L'étude des discours et représentations géopolitiques russe lève le voile sur les buts de guerre et la stratégie d'ensemble de la Russie.

Pour revenir à la date symbolique du 9 mai, rappelons que Lavrov a déclaré que cette date n'était pas si importante et que la guerre suivrait son cours (déclaration du 2 mai 2022). On le croit volontiers. Certains commentateurs occidentaux cèdent trop aisément aux codes de la « société du spectacle ». La propagande et la désinformation pratiquées par la Russie cherchent d'ailleurs à en tirer parti. Entre « nationaux » adeptes du défaitisme national, nostalgiques de l'URSS et du communisme, ou encore « badauds » désœuvrés se voulant initiés aux arcanes du monde, les propagandistes russes disposent d'un « marché captif ». De surcroît, ils sont appuyés par l'appareil de propagande de la Chine populaire et sa diplomatie du « loup combattant ».

L'improbable bascule de l'opinion publique russe • Là encore, la bascule de l'opinion publique russe fait partie du champ des possibles mais rien n'est moins sûr. Si l'on prend le précédent de la guerre d'Afghanistan (1979-1989), l'accumulation des morts et le retour des soldats n'auront été que l'un des adjutants du processus qui mena à la dislocation de l'URSS. Le retrait du corps expéditionnaire et la défaite, l'humiliation en résultant, auront probablement plus compté que les morts, les blessés, les mutilés et le témoignage des combattants au cours de la décennie précédente. Et peut-être les images de la défaite auront-elles encore plus pesé sur les opinions publiques des pays du Pacte de Varsovie que sur celles de l'URSS.

Les « contradictions internes » du communisme, pour paraphraser la logomachie marxiste, aggravées par le contre-choc pétrolier de 1982 et ses suites (les pétrodollars servaient à importer ce que l'URSS ne pouvait produire), auront bien plus joué dans la dislocation de l'URSS et la disparition du bloc soviétique. Prenons en compte également la résistance de *Solidarnosc* et du catholicisme polonais, le déchaînement de forces provoqué par Mikhaïl Gorbatchev (un apprenti sorcier plus qu'un improbable humaniste d'extraction bolchévique), le mouvement des nationalités à l'intérieur de l'URSS. Enfin, le « neo-containment » musclé de Ronald Reagan (la « paix par la force »), la chute du Mur de Berlin et la « Révolution de velours » en Europe centrale et orientale, ont été décisifs. L'effondrement de l'URSS n'est pas l'effet d'une mécanique de forces : il fallait vouloir l'emporter dans la Guerre Froide. Il est vrai cependant que l'histoire charrie sans cesse l'ancien et le nouveau : les pertes en Ukraine, d'ores et déjà plus importantes en deux mois qu'en dix ans de guerre en Afghanistan, pourraient être plus décisives qu'elles ne l'ont été au cours de la dernière décennie de l'URSS. Dans l'immédiat, il faut pourtant admettre que les médias et la société russes sont tenus par le pouvoir en place, et que le discours sur la « dénazification » de l'Ukraine semble avoir pris dans une partie notable de l'opinion russe. La réalité, telle qu'elle est perçue et vécue en Russie, n'est pas la même que dans les pays occidentaux. Nous vivons dans des mondes parallèles et il importe d'en être conscient.

Les conséquences politiques d'un possible échec de cette guerre pour Vladimir Poutine, au regard de la défaite soviétique en Afghanistan (1979-1989) • Bien entendu, l'effondrement dudit système doit être envisagé mais, encore une fois, n'allons pas trop vite en besogne. A tout le moins, cette possibilité souligne le fait qu'il n'y aura pas de vraie paix avec le « système Poutine », un mode d'exercice du pouvoir marqué par le culte de la puissance pour la puissance (la « *derjavnost* »). Tout au plus, « une paix qui n'est pas une paix », pour citer Georges Orwell : c'est ainsi que ce dernier, en 1945, définissait ce qu'était la Guerre Froide. Seules la victoire de l'Ukraine et la déroute des armées russes (un revers ne fait pas une déroute) pourraient ébranler de manière décisive le « système Poutine » et convaincre des membres du sérail de passer à l'acte. Probablement s'agirait-il de représentants des *siloviki*, non pas d'oligarques dont le destin, la fortune et la vie sont entre les mains du maître du Kremlin : à court terme, dans ce système militaro-sécuritaire, le fer pèse plus que l'or. En son temps, Machiavel le disait déjà. En l'état des choses, ces scénarii sont autant d'hypothèses et de spéculations. Elles ont certes pour vertu de baliser le champ des possibles et de tester nos modèles d'intelligibilité du futur.

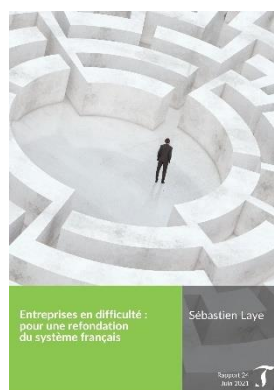
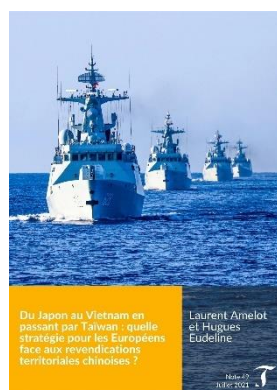
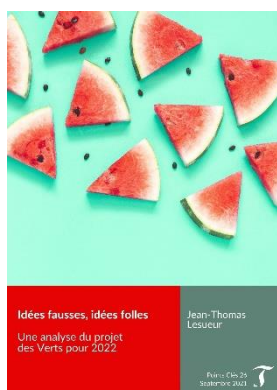
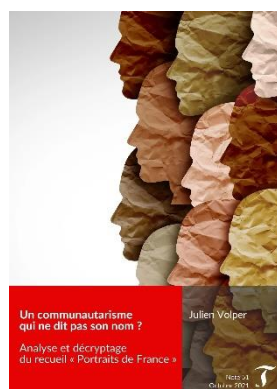
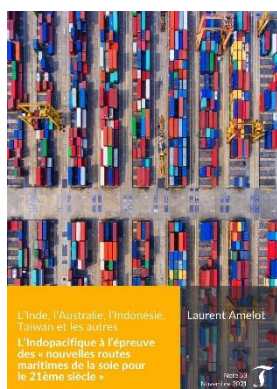
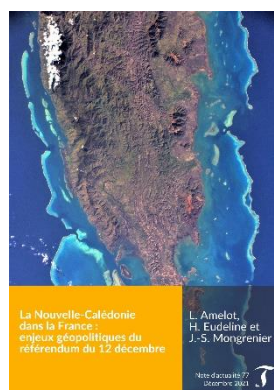
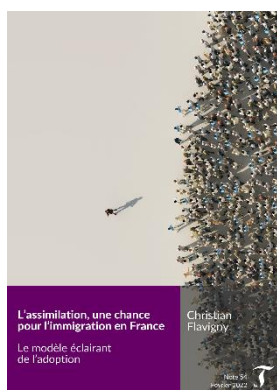
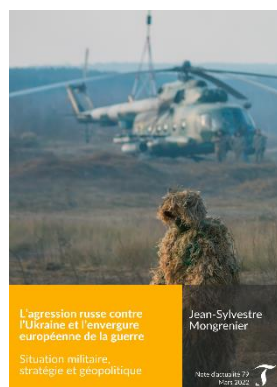
Une question finale en guise de conclusion : y a-t-il une alternative à la victoire ? Le général MacArthur affirmait le contraire. Soixante-dix ans ou presque après l'armistice de Panmunjom (1953), le retour au *statu quo ante*, alors que la Corée du Nord est devenue une puissance nucléaire menaçante qui entend exploiter la situation mondiale générée par la guerre en Ukraine, nous sommes tentés de donner raison à MacArthur. Pour l'Europe, l'avenir se joue dans le bassin du Don et les steppes méridionales de l'Ukraine. Et l'issue de cette guerre aura des répercussions au plan mondial, jusque dans le détroit de Taïwan et la zone Indo-Pacifique. Il est important d'en convaincre l'Inde, l'Indonésie et quelques autres puissances émergentes ⁽¹⁾.

Faire front à l'Est ne signifie donc pas se retrancher derrière les illusoire parapets de la « vieille Europe ». Dans l'océan Atlantique et les mers épicontinentales d'Europe, à l'échelon mondial aussi, l'Occident ne pourra pas négliger les aspects navals et maritimes de la puissance. Méditons cette citation d'Arnold Toynbee : « *Le génie de l'Occident est d'avoir substitué la caravelle à la caravane* ». En somme, la puissance navale et maritime de l'Occident contre la perspective d'une Grande Eurasie sino-russe qui réduirait l'Europe à un petit cap de l'Asie.

⁽¹⁾ Après l'Allemagne et le Danemark, le premier ministre indien, Narendra Modi, a été reçu à l'Élysée, le 4 mai dernier. S'il a appelé à la « cessation des hostilités », il s'est refusé à nommer l'agresseur de l'Ukraine. Pour sa part, le président de l'Indonésie, Joko Widodo, a confirmé avoir invité Vladimir Poutine à participer au prochain sommet du G20 (Bali, novembre 2022). Pour tenter de contrebalancer cette décision, le président ukrainien a également été convié.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur www.institut-thomas-more.org



Jean-Sylvestre Mongrenier est chercheur associé à l'Institut Thomas More. Titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique et docteur en géo-politique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est conférencier titulaire à l'IHEDN (Institut des hautes études de la défense nationale, Paris), dont il est ancien auditeur et où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il est notamment l'auteur de *Géopolitique de la Russie* (avec Françoise Thom, PUF, 2016), *Géopolitique de l'Europe* (PUF, 2020) et de *Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* (PUF, 2020) •

Programme
Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques internationales et géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Paris

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, mai 2022

